

**RAPPORT N°2022/5-07  
Au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 27 octobre 2022**

**OBJET**

**AUTORISATION AU PRESIDENT DE PROCEDER, VIA LA CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC, A L'ACHAT DE VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE ET DU LOGICIEL DE GESTION ASSOCIE EN VUE DU DEVELOPPEMENT DU SERVICE LOCATION LONGUE DUREE**

AGIR Transport est une association Loi 1901 créée en 2011 par des collectivités territoriales et des entreprises publiques locales exploitant des réseaux de transport public. La CATP ou Centrale d'Achat du Transport Public, est la marque commerciale d'achats centralisés au service des acheteurs publics d'AGIR Transport.

La CATP a pour objet de mettre à disposition d'acheteurs soumis aux procédures de la commande publique, une expertise permettant d'optimiser leurs achats de fournitures et de services, de passer des marchés publics et de conclure des accords-cadres de travaux, de fournitures et de services destinés aux acheteurs publics, en lien avec le transport de personnes et de marchandises, à la mobilité et aux déplacements (tous modes confondus).

La CATP est soumise aux procédures de publicité et de mise en concurrence de la commande publique. Dès lors, les acheteurs qui y ont recours sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

L'intérêt de recourir à la CATP pour la CINOR est de plusieurs ordres :

- un intérêt économique du fait de la massification des achats et des économies d'échelle réalisées. L'objectif de la CATP consiste à obtenir des prix plus avantageux que ceux obtenus par les acheteurs effectuant eux-mêmes leurs propres achats ;
- un intérêt juridique et administratif en raison de la dispense de mise en concurrence pour les acheteurs qui concluraient des marchés par le biais de celle-ci. En effet, la Centrale assume pour le compte des personnes publiques ou privées qui y ont recours, les obligations de mise en concurrence imposées par le code la commande publique ;
- un intérêt stratégique par la mise en place de politiques d'achats efficaces en optimisant l'organisation des achats, en instaurant une démarche qualité fournisseurs et en participant au renforcement et à l'amélioration de la fonction achat dans le secteur de la mobilité.

La CINOR a pour projet l'acquisition d'un millier de vélos dont les livraisons pourraient s'étaler entre 2023 à 2024. D'un point de vue des caractéristiques technique, le modèle de vélo à assistance électrique visé disposerait d'une batterie placée dans le tube diagonal du cadre permettant ainsi de la protéger et de mieux répartir le poids du vélo. Ces vélos seront dotés d'un moteur pédalier apportant stabilité et équilibre de puissance, les rendant plus efficace sur les voies présentant des dénivelés importants. Ce projet d'acquisition portera également un logiciel de gestion associé à ces vélos.

D'un point de vue opérationnel, la CATP sera chargée de l'ensemble de la consultation jusqu'à la notification du marché public afférent à l'achat envisagé par la CINOR.

En termes de besoin estimé, le nombre de vélo à acheter serait compris entre [900 et 1100 unités] couvrant un montant prévisionnel du marché public situé entre 1,5M€ et 1,9M€ HT. La dépense sera inscrite à la section investissement du BP 2023.

Il vous est proposé de bien vouloir :

- Approuver l'achat de 900 à 1100 vélos et du logiciel de gestion associé, via la Centrale d'Achat des Transports Publics (CATP), pour un montant maximum de 1,9 M€
- M'autoriser à signer tous les actes en lien direct avec cet achat confié à la CATP.

**Le Président  
Maurice SIRON**



**DECISION N° 2022/5-07  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 27 octobre 2022**

**OBJET**

**AUTORISATION AU PRESIDENT DE PROCEDER, VIA LA CENTRALE D'ACHAT DU TRANSPORT PUBLIC, A L'ACHAT DE VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE ET DU LOGICIEL DE GESTION ASSOCIE EN VUE DU DEVELOPPEMENT DU SERVICE LOCATION LONGUE DUREE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n°2022/5-07 du Président;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20221027-BC2022-5-07-DE  
Date de télétransmission : 10/11/2022  
Date de réception préfecture : 10/11/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver l'achat de 900 à 1100 vélos et du logiciel de gestion associé, via la Centrale d'Achat des Transports Publics (CATP), pour un montant maximum de 1,9 M€

**ARTICLE 2 :**

D'autoriser le Président à signer tous les actes en lien direct avec cet achat confié à la CATP.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration)  
Suffrages exprimés : 14  
Vote pour : 14  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde 09 NOV 2022

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

